



Arrêt

n° 47 817 du 3 septembre 2010
dans l'affaire X / V

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

Le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT F.F. DE LA V^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 19 avril 2010 par **X**, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision de l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 17 mars 2010.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 2 juin 2010 convoquant les parties à l'audience du 23 juin 2010.

Entendu, en son rapport, B. LOUIS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me E. MASSIN loco Me C. MANDELBLAT, avocats, et K. GUENDIL, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

«A. Faits invoqués

De nationalité guinéenne et d'origine ethnique peule, vous êtes entré dans le Royaume de Belgique le 03 décembre 2008 et, à cette même date, vous avez introduit votre demande d'asile.

De 1992 à 2004, vous avez vécu au Sénégal où vous avez été étudiant puis employé dans une société de peinture. En 2001, vous avez entamé une relation sexuelle avec votre patron et avez également eu d'autres partenaires sexuels au Sénégal. En 2004, alors que vous vous trouviez dans un cimetière avec d'autres hommes, les forces de l'ordre sénégalaises sont venues et ont arrêté un de ces hommes. Vous

avez réussi à fuir et vous êtes retourné en Guinée dans votre village natal. Vous avez rencontré un troisième partenaire lequel vous a emmené vivre à Labé où vous avez travaillé dans un garage à partir du 02 janvier 2006. Le 03 janvier 2006, vous avez nettoyé la voiture du gouverneur. Ensuite, dans la même journée, une grenade a été découverte dans ce véhicule et vous avez été arrêté ainsi que vos collègues. Après votre arrestation, les forces de l'ordre sont retournées dans le garage où ils ont découvert le tract d'un parti politique dans votre casier. Vous avez alors été maintenu en détention alors que vos collègues ont été libérés. Vous avez eu également des relations sexuelles avec un de vos codétenus. Un de vos codétenus vous a dénoncé et vous avez alors été accusé d'être un homosexuel en plus d'avoir tenté de tuer le gouverneur. Le 08 septembre 2008, vous vous êtes évadé puis rendu à Conakry. Vous avez quitté votre pays en date du 03 décembre 2008.

B. Motivation

Il ne ressort pas de vos propos qu'il existe, dans votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Nous estimons, en outre, qu'il n'existe pas de motifs sérieux et avérés indiquant que vous encourez un risque réel de subir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la Loi sur les étrangers (loi du 15 décembre 1980).

Ainsi, à la base de votre demande d'asile vous mentionnez avoir des craintes envers vos autorités en cas de retour dans votre pays d'origine. Vous expliquez craindre la prison à vie ou la mort en raison des accusations portées à votre encontre. Vous avez été accusé de tentative de meurtre envers la personne du gouverneur de la région de Labé et d'être homosexuel (p. 04, 14 du rapport d'audition du 02 avril 2009 ; p. 04 du rapport d'audition du 10 juillet 2009 ; p. 03 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). Or, après analyse de vos propos, divers éléments ne nous permettent pas de considérer que ces craintes sont fondées.

Tout d'abord, vous prétendez avoir été arrêté car vous êtes considéré comme responsable d'une tentative d'assassinat sur le gouverneur de Labé. Vous dites que le gouverneur se nomme El hadj Ibrahima Diadaté et vous expliquez avoir appris ce nom au cours de votre interrogatoire par les forces de l'ordre après votre arrestation (p. 20 du rapport d'audition du 02 avril 2009 ; p. 04 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). Or, selon les informations mises à notre disposition et dont une copie est jointe au dossier administratif, ce nom est incorrect. Dès lors, au vu cette erreur, cette accusation et par conséquent votre arrestation sont peu crédibles. En plus, relevons que vous restez en défaut de nous fournir un quelconque élément de preuve concernant cette affaire et que les recherches menées par nos services ne nous ont pas permis de vérifier l'authenticité de cette affaire. Dès lors, le Commissariat général reste sans élément objectif de cette tentative d'assassinat ce qui renforce le manque de crédibilité de vos déclarations.

Ensuite, vous affirmez avoir également connu des problèmes dans votre pays et avoir des craintes en raison de votre orientation sexuelle. Or, divers éléments permettent au Commissariat général de la remettre en cause.

En premier lieu, relevons que votre homosexualité n'a pas été invoquée à l'Office des étrangers ni dans le questionnaire du Commissariat général. Les motifs pour lesquels vous dites ne pas l'avoir fait ne sont pas convaincants (p. 16-18 du rapport d'audition du 02 avril 2009).

Ensuite, interrogé sur les sentiments que vous aviez au fond de vous après la découverte de votre homosexualité, vous êtes resté en défaut de répondre à la question en parlant seulement de la relation avec votre patron (p. 09, 10 du rapport d'audition du 10 juillet 2009). Invité à expliquer comment vous avez su que vous étiez homosexuel, vous dites que vous étiez plus à l'aise avec les hommes qu'avec les filles mais vous êtes incapable d'expliquer pourquoi (p. 10 du rapport d'audition du 10 juillet 2009). Ensuite, interrogé sur la manière dont vous avez vécu votre homosexualité après l'avoir découverte, vous dites « super ». Lorsqu'il vous est demandé d'expliquer vos propos, vous vous contentez de dire « de la même façon que j'entends dire que les gens se sentent bien avec cette fille, je me sens bien avec les hommes » (p. 10 du rapport d'audition du 10 juillet 2009). Vos diverses réponses quant à un élément fondamental de votre demande d'asile manquent de précision et ne reflètent pas un vécu.

Ainsi aussi, interrogé sur certains de vos partenaires sexuels, dont vous vous rappelez le nom, vous vous êtes montré imprécis (p.10 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). De fait, en ce qui concerne votre patron au Sénégal avec lequel vous avez entretenu votre première relation

homosexuelle pendant plus de deux ans, vous avez certes été en mesure de donner des indications sur son physique, son caractère, son adresse, le nom de son épouse et de certains de ses amis et son origine mais vous avez été dans l'incapacité de donner certains détails (p. 12, 13, 14, 15 du rapport d'audition du 10 juillet 2009, p. 08 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). De fait, vous ne savez pas les circonstances de la découverte de son homosexualité, le nom de ses autres partenaires sexuels et comment il cachait son orientation sexuelle à sa famille (p.13 du rapport d'audition du 10 juillet 2009 ; p. 08,09 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). De plus, invité à donner un événement marquant de votre vie avec cette personne, vous vous bornez à dire « je l'aimais » et puis, vous ajoutez que votre relation était normale (p. 08 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). De même, vous affirmez ne pas savoir comment votre patron a pu savoir qu'il pouvait vous caresser et jouer avec vous (p. 07 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). Au vu de ces éléments, le Commissariat général n'est pas convaincu que vous ayez entretenu une relation intime avec cette personne.

De même, par rapport à [Walid. A] avec lequel vous avez eu une relation depuis 2004 à raison de trois rencontres par semaine, vous ne savez pas pourquoi ses parents ont immigré en Guinée, le nom de l'école dans laquelle il a été scolarisé, quel est son niveau scolaire, ses activités professionnelles si ce n'est visiter le champ de ses parents, sa date de naissance (p. 11,12 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). De plus vous avez oublié le nom de ses parents et son âge en 2006 (p. 12 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). Vous croyez qu'il est fils unique et pensez également qu'il est né à Labé (p. 12 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). En ce qui concerne ses activités en dehors de celles professionnelles ou en ce qui concerne vos activités communes, vous vous montrez peu prolixe (p. 10, 13 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). Vous êtes lacunaire quant à la découverte de son homosexualité, s'il a déjà eu une relation avec une femme, si d'autres personnes sont au courant de son orientation sexuelle (p.21 du rapport d'audition du 10 juillet 2009 ; p. 13 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). Finalement, invité à expliquer ce qui vous a plu en cette personne, vous vous contentez de dire son physique et son caractère ouvert (p. 14 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). Enfin, lorsqu'il vous est demandé de citer un événement marquant, une anecdote de votre vie à deux, la question vous est posée trois fois avant que vous n'y répondiez (p. 21,22 du rapport d'audition du 10 juillet 2009). L'ensemble de ces éléments permet au Commissariat général de remettre en cause votre lien avec cette personne. Relevons que vous avez donné quelques éléments quant à son physique ou caractère et que vous avez cité la profession de ses parents et leur domicile (p. 21 audition du 10 juillet 2009 ; p. 12 audition du 21 septembre 2009). Ces éléments ne permettent pas de renverser la conclusion émise par le Commissariat général quant à votre relation avec cette personne.

Au vu de l'ensemble de ces méconnaissances et vu de votre manque de détails, le Commissariat général n'est pas convaincu de la réalité des relations sexuelles que vous dites avoir eues ni de votre orientation sexuelle. Dès lors, les accusations portées contre vous ne sont pas crédibles.

D'autre part, vous affirmez avoir été détenu à la prison centrale de Labé du 03 janvier 2006 au 08 septembre 2008. Or, divers éléments ne nous permettent pas de considérer que cette détention est établie.

De fait, invité à décrire une journée type, vous dites que les journées varient et que parfois on peut prendre une douche, avoir à manger, que vous restiez assis pendant la journée et que vous mangiez quand on vous apportait votre repas (p. 22 du rapport d'audition du 10 juillet 2009 ; p. 15 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). Convie ensuite à expliquer l'organisation de votre vie en cellule, vous vous contentez de dire que vous passiez vos journées à parler (p. 23 du rapport d'audition du 10 juillet 2009). Il vous est ensuite demandé si un événement particulier s'est déroulé au sein de la prison quand vous y étiez détenu et vous répondez ne pas vous en souvenir (p. 25 du rapport d'audition du 10 juillet 2009 ; p.17 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). Vos diverses réponses ne reflètent pas le vécu d'une personne qui prétend avoir été détenu pendant plus de deux ans.

Ensuite, interrogé sur vos codétenus ou le personnel de cette prison, vous avez été imprécis. Ainsi, vous expliquez qu'au départ vous étiez sept en cellule et que trois détenus ont été transférés. Par rapport à ces trois détenus que vous décrivez comme des amis auxquels vous étiez lié, vous pouvez simplement mentionner la raison de leur arrestation et que deux d'entre eux n'étaient pas mariés (p. 23,24 du rapport d'audition du 10 juillet 2009, p.20 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). En ce qui concerne le nom du commissaire et de son adjoint vous mentionnez les noms de Traoré et celui de Koulibaly sans pouvoir les attribuer à la bonne personne (p. 16 du rapport d'audition du 21 août 2009). De plus, vous prétendez avoir été dénoncé par un codétenu mais ne pas vous souvenir de son

nom (p. 18 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). Ensuite, invité à parler de votre codétenu Yaya avec lequel vous avez entretenu une relation sexuelle, vous ne mentionnez que son caractère facile et le fait que vous l'aimiez (p. 20 du rapport d'audition du 21 août 2009). En outre, en ce qui concerne ce codétenu vous affirmez dans un premier temps qu'il a été transféré puis ensuite vous prétendez le contraire (p. 25 du rapport d'audition du 10 juillet 2009 ; p. 19 du rapport d'audition du 21 septembre 2009). Le Commissariat général ne peut donc que constater que vous avez été imprécis ou contradictoire sur les personnes fréquentées au cours de votre détention. Enfin, relevons que vos propos, notamment en ce qui concerne la description de la prison et le nom et titre du responsable de la prison sont en contradiction avec les informations mises à notre disposition dont une copie est jointe au dossier administratif (p. 15,16, 17 du rapport d'audition du 21 septembre 2009).

Dès lors, étant donné que vous déclarez avoir été maintenu en détention du 03 janvier 2006 au 08 septembre 2008, les lacunes et contradictions relevées dans vos propos s'avèrent importantes et permettent au Commissariat général de remettre en cause la réalité de cette détention.

Par ailleurs, vous prétendez être recherché (p.09 du rapport d'audition du 02 avril 2009). Vous expliquez avoir eu cette information par votre nièce au cours de conversation téléphonique et par le courrier de votre famille (p. 09, 10 du rapport d'audition du 02 avril 2009). Vous expliquez que les forces de l'ordre ont déposé un document au domicile de vos parents mais vous ne pouvez en préciser la nature (p. 11 du rapport d'audition du 02 avril 2009). Interrogé au cours de votre seconde audition sur l'évolution de votre situation, vous affirmez que votre frère et votre nièce vous ont déclaré que les autorités continuent à vous rechercher au vu des accusations portées contre vous et au vu de votre évasion (p. 03 du rapport d'audition du 10 juillet 2009). Invité à préciser le nombre et la date de la dernière visite vous ne pouvez le faire (p. 03 du rapport d'audition du 10 juillet 2009). Vous ne pouvez également pas mentionner si vous faites l'objet de recherches en dehors de votre domicile (p. 04 du rapport d'audition du 10 juillet 2009). Dès lors, étant donné la remise en cause des éléments à l'origine de ces recherches et étant donné le côté lacunaire de vos propos sur ces recherches, le Commissariat général ne peut considérer que vous êtes recherché par les autorités de votre pays.

En outre, à l'appui de vos assertions vous déposez une attestation psychologique et une attestation médicale sur le traitement en cours, divers documents médicaux relatifs à des analyses et demande d'un appareil de correction auditive, une lettre privée, divers documents de l'association Tels Quels. Ces documents ne permettent pas de renverser le sens de la présente décision.

En ce qui concerne les documents médicaux rédigés par les médecins, aucun lien ne peut être établi entre les constats dressés et les faits à la base de la demande d'asile. Le rapport établi par le psychologue en Belgique atteste de signes d'un syndrome post-traumatique dans votre chef mais ne permet pas pour autant de tirer de conclusion sur les causes et circonstances qui en seraient l'origine. A noter que vous déclarez que ce rapport vous a été délivré après une seule entrevue avec le psychologue (p. 04 du rapport d'audition du 02 avril 2009).

La lettre envoyée par votre cousin constitue un document privé auquel aucune force probante ne peut être accordée étant donné que la fiabilité et la sincérité de l'auteur de ce document ne peuvent être vérifiées. Par rapport aux documents de l'association Tels Quels, ceux-ci font état de votre présence à leur permanence sociale, de votre participation à des activités. Ces documents ne peuvent cependant pas prouver votre orientation sexuelle ou les problèmes rencontrés dans votre pays.

Finalement, dans la mesure où les faits que vous invoquez pour vous voir reconnaître la qualité de réfugié manquent de crédibilité, le Commissariat général n'aperçoit aucun élément susceptible d'établir, sur la base de ces mêmes faits, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans votre pays d'origine, vous encouriez un risque réel de subir des atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire. Par ailleurs, le Commissariat général n'aperçoit dans vos déclarations aucune autre indication de l'existence de sérieux motifs de croire que vous seriez exposée, en cas de retour au pays, à un risque tel que mentionné ci-dessus.

Depuis le 28 septembre 2009, date d'une répression violente par les autorités d'une manifestation de l'opposition, et l'attentat du 3 décembre 2009 contre le Président Dadis, la situation sécuritaire en Guinée s'est fortement détériorée (voir les informations objectives versées au dossier administratif). De

nombreuses violations des droits de l'Homme ont été commises par certaines forces de sécurité. La Guinée a été confrontée à des tensions internes, des troubles intérieurs, des actes isolés et sporadiques de violence et autres actes analogues de même qu'à des arrestations massives surtout parmi les militaires et les proches de l'aide de camp suspecté d'avoir tiré sur le président. Si des observateurs craignent que ces troubles et violations des droits de l'Homme qui actuellement demeurent ciblés ne s'étendent, force est de constater qu'actuellement ce n'est plus le cas. En effet, la signature d'un accord à Ouagadougou le 15 janvier 2010, la nomination d'un Premier Ministre issu de l'opposition, la formation d'un gouvernement de transition et la décision d'organiser des élections présidentielles en juin 2010 laissent désormais entrevoir la possibilité de sortir la Guinée de la crise. Les prochaines semaines seront décisives pour l'avenir du pays.

L'article 48/4 §2 de la loi du 15 décembre 1980 dispose que des menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil, en raison d'une violence aveugle s'inscrivant dans le cadre d'un conflit armé interne ou international peuvent être considérées comme une atteinte grave pouvant donner lieu à l'octroi du statut de protection subsidiaire. Non seulement il ressort des informations susmentionnées que la Guinée n'est pas confrontée à une situation de violence aveugle, mais il convient également de relever qu'il n'existe aucune opposition armée dans le pays. A la lumière de l'ensemble de ces éléments, il n'existe pas actuellement en Guinée de conflit armé ou de situation de violence aveugle au sens de l'article 48/4, §2.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1 Dans sa requête, la partie requérante invoque la violation des l'article 1^{er}, section A, § 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, modifiée par son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatifs au statut des réfugiés (ci-après dénommés « la Convention de Genève »), des articles 48/3 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980), ainsi que du principe de bonne administration.

2.2 Elle conteste en substance la pertinence des motifs de la décision entreprise au regard des circonstances particulières de la cause.

2.3 En conclusion, elle demande de réformer la décision attaquée et de reconnaître au requérant la qualité de réfugié et à titre subsidiaire de lui octroyer le statut de protection subsidiaire.

3. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

3.1 La décision entreprise repose sur l'absence de crédibilité du récit de la partie requérante, en raison d'imprécisions et d'inconsistances dans ses déclarations successives. La décision attaquée estime enfin, que la partie requérante n'a pas démontré, dans son chef, l'existence d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

3.2 En contestant la pertinence de la motivation de la décision attaquée, la partie requérante reproche, en réalité, au Commissaire général d'avoir fait une évaluation incorrecte de la crédibilité du récit produit par le requérant à l'appui de sa demande d'asile. À cet égard, le Conseil rappelle que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ci-après dénommé HCR), *Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés*, Genève, 1979, réédition, 1992, page 51, § 196 (ci-après dénommé *Guide des procédures et critères*). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique.

3.3 Partant, l'obligation de motivation du Commissaire général ne le contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les

raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

- 3.4 En l'espèce, la motivation de la décision attaquée est pertinente et se vérifie à la lecture du dossier administratif en tous ses motifs, à l'exception de celui relatif aux imprécisions du requérant concernant la découverte de son homosexualité. En constatant que la partie requérante ne fournit aucune indication susceptible d'établir la réalité des faits qu'elle allègue et en démontrant le peu de vraisemblance des poursuites prétendument engagées contre elle, le Commissaire général expose à suffisance les raisons pour lesquelles la partie requérante n'a pas établi qu'elle craint d'être persécutée en cas de retour dans son pays. La décision attaquée développe longuement les motifs qui l'amènent à tenir pour non crédible le récit des événements ayant prétendument amené le requérant à quitter son pays. Le Conseil estime particulièrement fondés les motifs relatifs aux méconnaissances et imprécisions du requérant concernant ses partenaires sexuels, sa détention ou encore les recherches faites à son encontre ; ces éléments interdisent de croire que le requérant a réellement vécu les faits invoqués. Cette motivation est donc claire et permet à la partie requérante de comprendre les raisons du rejet de la demande. À cet égard, la décision est formellement et adéquatement motivée.
- 3.5 Dans la requête, il est fait valoir que le requérant n'a pas parlé de son homosexualité dans le questionnaire du Commissaire général car celui-ci avait peur que l'homosexualité soit interdite ou mal perçue en Belgique. Ce n'est qu'après avoir été informé que les homosexuels ont les mêmes droits que les hétérosexuels en Belgique que celui-ci a pu se livrer au sujet de son homosexualité. Le Conseil n'est pas convaincu par cette explication alors que le requérant revendiquait une protection auprès des autorités belges, basée pour l'essentiel sur son orientation sexuelle.
- 3.6 La requête soutient également que le requérant a donné suffisamment de précisions sur ses partenaires sexuels et qu'il ne peut dès lors pas lui être reproché d'une part, de ne pas connaître les anciens partenaires de son patron puisque ces informations font partie de la sphère intime propre à chacun et d'autre part, de ne pas apporter d'anecdote sur sa vie de couple avec son partenaire W. car cette notion d'anecdote n'est pas assez précise pour que le requérant puisse comprendre ce que l'agent attendait en termes de réponse.
- Le Conseil rappelle que la question pertinente n'est pas, comme semble le penser la partie requérante, de décider si le requérant devait ou non avoir connaissance de tel ou tel fait ni encore d'évaluer s'il peut valablement avancer des excuses à son ignorance ou à sa passivité, mais bien d'apprécier s'il parvient à donner à son récit, par le biais des informations qu'il communique, une consistance et une cohérence telle que ses déclarations suffisent à emporter la conviction de la réalité des événements sur lesquels il fonde sa demande. Or, force est de constater, en l'espèce, au vu des pièces du dossier, que la décision attaquée a pu légitimement constater que tel n'est pas le cas. L'incapacité du requérant à fournir la moindre indication précise concernant ses partenaires sexuels ou encore sa détention, empêche de pouvoir tenir les faits pour établis sur la seule base de ses dépositions.
- 3.7 Ainsi, la requête introductive d'instance n'apporte aucun éclaircissement satisfaisant de nature à rétablir la crédibilité du récit produit sur les points litigieux et ne développe aucun moyens sérieux susceptible d'établir la réalité des faits invoqués, ni à *fortiori*, le bien fondé des craintes alléguées.
- 3.8 S'agissant des documents apportés au dossier administratif par le requérant, ceux-ci ne permettent pas de rétablir la crédibilité du récit du requérant, ni plus particulièrement de déterminer l'orientation sexuelle du requérant.
- 3.9 Au vu de ce qui précède, il apparaît que le Commissaire général n'a pas fait une évaluation incorrecte de la crédibilité du récit et a au contraire pris en compte l'ensemble des éléments pertinents du dossier. Les motifs pertinents de la décision attaquée évoqués ci-dessus suffisent amplement à fonder celle-ci. Il n'y a pas lieu d'examiner plus avant les autres motifs de cette décision et les arguments s'y rapportant, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion, à savoir l'absence de crédibilité des faits invoqués par le requérant et l'absence d'une crainte de persécution dans son chef.

- 3.10 En conséquence, le requérant n'établit pas qu'il a quitté son pays d'origine ou qu'il en reste éloigné par crainte au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève. Partant, le moyen est non fondé en ce qu'il porte sur une violation de cette disposition et des articles 48/3 et 62 de la loi du 15 décembre 1980, ainsi que sur une violation, sous cet angle, du principe général de bonne administration.

4. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

- 4.1 Aux termes de l'article 48/4, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, « *le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4* ». Selon le paragraphe 2 de l'article précité, sont considérées comme atteintes graves, la peine de mort ou l'exécution, la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine et les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.
- 4.2 Dans la requête introductive d'instance, la partie requérante affirme que, selon le rapport du 21 décembre 2009 de l'ONU, il y a bien une violence aveugle à l'égard de la population civile guinéenne au sens de l'article 48/4, § 2 de la loi du 15 décembre 1980 (requête, page 8) ; le Conseil constate toutefois que la partie requérante ne fournit pas ledit rapport.
- 4.3 Pour sa part, la partie défenderesse dépose un document intitulé « *subject related briefing - Guinée - Situation sécuritaire* », du 11 décembre 2009 et mis à jour le 9 mars 2010.
- 4.4 À l'examen de ce document, le Conseil constate que la Guinée a connu de graves violations des droits de l'homme, notamment lors du rassemblement du 28 septembre 2009 et suite à l'attentat du 3 décembre 2009 et il observe la persistance d'un climat d'insécurité dans ce pays. Ce contexte particulier doit inciter les autorités compétentes à continuer de faire preuve d'une grande prudence dans l'examen des demandes d'asile de personnes originaires de Guinée.
- 4.5 Le Conseil rappelle néanmoins que la simple invocation de rapports faisant état, de manière générale, de violations des droits de l'homme dans un pays, ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays encourt un risque d'être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants. Il incombe au demandeur de démontrer *in concreto* qu'il a personnellement un risque de subir des atteintes graves au regard des informations disponibles sur son pays. En l'espèce, si des sources fiables font état de violations des droits fondamentaux de l'individu dans le pays d'origine du requérant, celui-ci ne formule cependant aucun moyen donnant à croire qu'il encourrait personnellement un risque réel d'être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants.
- 4.6 De plus, dans la mesure où il a déjà jugé que les faits invoqués à l'appui de sa demande d'asile manquent de crédibilité, le Conseil estime qu'il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine le requérant encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980.
- 4.7 La décision dont appel considère que la situation prévalant actuellement en Guinée ne permet pas de conclure à l'existence dans ce pays d'un conflit armé au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. La requête n'apporte aucun élément probant permettant de contredire utilement ce point de vue.
- 4.8 Il apparaît dès lors, au vu des informations disponibles en l'espèce concernant la situation prévalant actuellement en Guinée, que le Commissaire général, a légitimement pu conclure à l'absence de conflit armé dans ce pays, ce que la partie requérante ne conteste d'ailleurs pas en l'espèce. L'une des conditions requises pour que trouve à s'appliquer l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, à savoir l'existence d'un conflit armé, fait en conséquence défaut, en sorte que la partie requérante ne peut se prévaloir de cette disposition.

4.9 En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder au requérant la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Examiné sous l'angle de cette disposition, le moyen n'est fondé en aucune de ses articulations.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trois septembre deux mille dix par :

M. B. LOUIS,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme L. BEN AYAD,	greffier.

Le greffier,

Le président,

L. BEN AYAD

B. LOUIS